

Le Mexique dénoncera l'Équateur devant la Cour internationale de justice



Mexico, 5 avril (RHC) Le ministère mexicain des Affaires étrangères a annoncé aujourd'hui qu'il s'adresserait à la Cour internationale de justice pour dénoncer l'Équateur pour violation du droit international, pays avec lequel il a confirmé la suspension de ses relations diplomatiques.

La ministre mexicaine des Affaires étrangères, Alicia Bárcena, a qualifié la descente de la police équatorienne à l'ambassade de son pays à Quito de "violation flagrante et grave de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en particulier du principe d'inviolabilité des locaux et du personnel".

Compte tenu de ce qui s'est passé, dans le but de capturer l'ancien vice-président équatorien Jorge Glas, considéré comme une personne politiquement persécutée, Mme Bárcena a indiqué que le personnel diplomatique mexicain quitterait immédiatement le pays sud-américain.

"Le Mexique attend de l'Équateur qu'il offre les garanties nécessaires au départ de son personnel", a-t-elle déclaré.

Plus tôt dans la journée de vendredi, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a déclaré que ce qui s'est passé "est une violation flagrante du droit international et de la souveraineté du Mexique" et, pour cette raison, a donné l'instruction de procéder "légalement et immédiatement à la déclaration de la suspension des relations diplomatiques".

Vers 22h30 (heure locale), des policiers et des véhicules blindés ont forcé l'entrée de l'ambassade du Mexique à Quito et se sont emparés de M. Glas, qui s'y trouvait dans l'attente d'un sauf-conduit après que M. López Obrador lui a accordé l'asile qu'il avait demandé.

Dans un communiqué publié sur la plateforme X, la présidence équatorienne a confirmé que le bloc de sécurité avait capturé l'ancien vice-président.

Selon le gouvernement du président Daniel Noboa, "après avoir abusé des immunités et des privilèges accordés à la mission diplomatique qui hébergeait Jorge Glas, et accordé l'asile diplomatique contrairement au cadre juridique conventionnel, nous avons procédé à sa capture".

Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent des policiers escaladant les murs et les clôtures de l'ambassade, qui était fortement surveillée par les militaires depuis le début de la matinée, à un moment de tension entre les deux gouvernements.

Plusieurs utilisateurs de la plateforme X se sont exprimés sur ce qui s'est passé à Quito et ont qualifié l'entrée forcée de la police d'acte grave, en violation de l'article 22 de la Convention de Vienne.

Glas, considéré comme l'un des symboles du "lawfare" en Équateur, a temporairement bénéficié d'une libération anticipée le 28 novembre 2022, après l'unification de deux peines d'emprisonnement de six et huit ans ; toutefois, la mesure a été révoquée.

Au début de l'année, la justice a ordonné l'arrestation de l'ancien fonctionnaire pour détournement de fonds présumé dans l'affaire appelée Reconstruction de Manabí, qui enquête sur un détournement de fonds présumé dans les travaux publics après le tremblement de terre de 2016. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/351515-le-mexique-denoncera-lequateur-devant-la-cour-internationale-de-justice>



Radio Habana Cuba